



Crise(s) et mondialisation

Les enjeux du développement durable doivent désormais se réinterpréter sur fond de crise mondiale. Avec de nouveaux enjeux à la clé.

Claude SERFATI,
professeur à
l'université de Saint-
Quentin-en-Yvelines *

La notion de développement durable est aujourd'hui totalement banalisée. En 1987, le rapport Brundtland le définissait ainsi : « *un développement qui permet la satisfaction des besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs* ». Un des apports majeurs de la notion est de souligner que les dimensions économiques, sociales et environnementales sont intimement liées.

Les raisons du succès de la notion de développement durable sont nombreuses. On peut citer : la prise de conscience des dommages environnementaux, la montée d'exigences éthiques formulées par les organisations représentatives de consommateurs, de salariés et de communautés, la prise de conscience par les entreprises de l'importance de l'image et de la réputation dans leur stratégie. L'économie mondiale est entrée dans une nouvelle situation au cours des derniers mois. La planète est confrontée à une série de crises qui impliquent les dimensions environnementales, sociales et économiques. Le consensus sur le réchauffement climatique est devenu presque total et marque l'impossibilité d'étendre à l'ensemble de la planète le mode de production et de consommation des pays capitalistes développés. Les institutions internationales soulignent les effets profondément inégaux provoqués par les catastrophes climatiques qui frappent les populations pauvres et vulnérables. L'augmentation massive du prix des produits agricoles a aggravé la situation de centaines de millions de personnes (des « émeutes de la faim » ont eu lieu dans 35 pays en 2007-2008). Dans l'hypothèse où les tendances de

© BOULON, ANTIPODES, ITECO



La planète est confrontée à une série de crises qui impliquent les dimensions environnementales, sociales et économiques.

l'évolution des prix actuels se maintiendraient, on estime que 1,2 milliard de personnes pourraient souffrir de la faim en 2025. Enfin, la crise immobilière commencée aux Etats-Unis s'est transformée en une crise économique qui frappe la production, l'emploi, et dont la gravité fait redouter les pires conséquences. Elle est le produit le plus récent

de la globalisation financière, qui depuis deux décennies était vantée pour ses nombreux avantages, et cela en dépit des crises économiques et sociales qu'elle avait déjà provoquées dans les pays du Sud.

Ces crises environnementales, sociales et économiques ne sont pas des événements disjoints. Elles témoignent d'une interaction qui est renforcée par la mondialisation dominée par la finance. Après trois décennies, il est temps de dresser un bilan de la mondialisation à la lumière des enjeux de développement durable. ●

* Ouvrages et articles récemment publiés par l'auteur :
- *Impérialisme et militarisme. Actualité du vingt-et-unième siècle*, Editions Page2, Lausanne, 2004 ;
- *Mondialisation et déséquilibres Nord-Sud* (dir.), P.I.E-Peter Lang, Bruxelles, 2006 ;
- « Guerres pour les ressources, rente et mondialisation » (avec Audrey Aknin), *Mondes en développement* 2008/3 ;
- « Défense, finance et innovation » (coordination), *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*, 28, 2008/2, De Boeck.